



LES JEUNES
IHEDN

[RECHERCHE]

LA RECONNAISSANCE DU SOMALILAND PAR ISRAËL

CAUSES ET CONSÉQUENCES GÉOPOLITIQUES
POUR LE GOLFE



Par Chloé Calavia

Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.

À PROPOS DE L'ARTICLE

En décembre 2025, Israël prend la communauté internationale de court en reconnaissant le Somaliland. Derrière cette décision à caractère diplomatique se dessinent en réalité des logiques géostratégiques courantes, dans lesquelles les Émirats arabes unis (EAU) s'inscrivent également. Or, cette reconnaissance a provoqué de profondes recompositions d'alliance entre la Somalie, dont le Somaliland a fait sécession, et les États du Golfe. Si les EAU sont devenus indésirables, le Qatar et l'Arabie saoudite cherchent à l'inverse à se présenter en sauveur de Mogadiscio et à combler le vide politico-sécuritaire laissé par leur rival émirati.

À PROPOS DE L'AUTEUR



Chloé Calavia est étudiante du Master Intégration et mutations de la Méditerranée et du Moyen-Orient à Sciences Po Grenoble. Elle s'intéresse particulièrement aux questions géostratégiques, frontalières et de renseignement.

Le 26 décembre 2025, Israël surprend la communauté internationale en prenant la décision « *inattendue* »¹ de reconnaître la République du Somaliland. Moins de deux semaines plus tard, le ministre israélien des Affaires étrangères Gideon Sa'ar se rend au Somaliland pour une visite « *discrète* »². En prenant cette décision, l'État hébreu devient la première nation souveraine à reconnaître cette république autoproclamée qui a fait sécession de la Somalie en 1991 après un conflit sanglant avec le gouvernement fédéral³. L'annonce israélienne a provoqué d'importantes manifestations populaires de joie notamment à Hargeisa, capitale *de facto* du Somaliland. Ainsi, le drapeau israélien a été projeté sur la façade du musée national devant des foules en liesse. Le drapeau des Émirats arabes unis (EAU) – considérés comme facilitateur du processus de reconnaissance par Israël – et le logo de l'entreprise dubaïote DP World – exploitante du port somalilandais de Berbera – ont également été projetés⁴.

Dans ce contexte, quelles sont les causes qui ont mené Israël à être le premier État à reconnaître le Somaliland et quelles ont été les conséquences d'une telle décision sur le Golfe arabe ?

¹ CHIBELUSHI, Wedaeli, ETANA, Ameyu et LAMANE, Farah. « Pourquoi la reconnaissance par Israël de l'indépendance du Somaliland est-elle si controversée ? ». *BBC News Afrique* [en ligne], 3 janvier 2026 [consulté le 08/02/2026]. Disponible sur : <https://www.bbc.com/afrique/articles/cv9p3r2y37yo.lite>.

² BRUNEL, Pascal. « Reconnaissance du Somaliland : comment Israël avance ses pions dans la Corne de l'Afrique ». *Les Echos* [en ligne], 7 janvier 2026 [consulté le 08/02/2026]. Disponible sur : <https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/reconnaissance-du-somaliland-comment-israel-avance-ses-pions-dans-la-corne-de-lafrique-2208202>.

³ KLUIJVER, Robert. « La reconnaissance du Somaliland par Israël : un cadeau empoisonné ? ». *The Conversation* [en ligne], 30 décembre 2025 [consulté le 08/02/2026]. Disponible sur : <https://theconversation.com/la-reconnaissance-du-somaliland-par-israel-un-cadeau-empoisonne-272617> ; FEDERMAN, Josef, LEE, Mathew, MAGDY Samy. « AP Exclusive: US and Israel look to Africa for moving Palestinians uprooted from Gaza ». *AP News* [en ligne], 14 mars 2025 [consulté le 08/02/2026]. Disponible sur : <https://apnews.com/article/israel-palestinians-gaza-trump-somaliland-sudan-somalia-575e03aaa0c487bae2fbadfd8f5ca3>.

⁴ MARCHAL, Roland. « The Recognition of Somaliland by Israel as An indicator of a Geopolitical Dynamic Between the Horn and the Gulf ». *Les Analyses du CERl* [en ligne], janvier 2026 [consulté le 08/02/2026]. Disponible sur : https://www.sciencespo.fr/ceri/files/Somaliland_Janvier2026_AnalyseCERl.pdf ; NOVEL, Brendon. « La reconnaissance du Somaliland par Israël, une décision à double tranchant ». *Orient XXI* [en ligne], 6 janvier 2026 [consulté le 08/02/2026]. Disponible sur : <https://orientxxi.info/La-reconnaissance-du-Somaliland-par-Israel-une-decision-a-double-tranchant>.

Les causes de la reconnaissance du Somaliland par Israël

Les raisons invoquées par le gouvernement israélien

Par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Israël a indiqué que la reconnaissance du Somaliland relève en premier lieu d'un « *choix moral* », nécessaire à l'exercice du droit à l'autodétermination des Somalilandais⁵. L'État hébreu avance également que « *contrairement à "la Palestine", le Somaliland n'est pas un État virtuel. C'est un État fonctionnel. Le Somaliland est un pays pleinement opérationnel fondé sur les principes du droit international* »⁶. Peuplé de six millions d'habitants, le Somaliland dispose en effet d'un système politique fonctionnel ainsi que d'institutions gouvernementales, d'une monnaie et d'une force de police propres⁷. Surtout, il jouit d'une paix et d'une stabilité certes relative mais contrastant avec la situation somalienne⁸. De fait, Israël considère que le Somaliland possède tous les attributs d'un État, justifiant ainsi sa reconnaissance. À ses détracteurs qui dénoncent cette décision et avancent qu'Israël aurait plutôt dû reconnaître la Palestine⁹, l'État hébreu rétorque que la Palestine ne dispose pas de telles attributions étatiques ni d'une stabilité suffisante pour être reconnue. En outre, la Palestine n'est pas un « *pays pro-occidental amical envers Israël* »¹⁰ comme peut l'être le Somaliland selon le troisième argument de Gideon Sa'ar.

⁵ Le Figaro avec AFP. « La reconnaissance du Somaliland est une décision « morale », d'après le chef de la diplomatie israélienne ». *Le Figaro* [en ligne], 6 janvier 2026 [consulté le 08/02/2026]. Disponible sur : <https://www.lefigaro.fr/international/la-reconnaissance-du-somaliland-est-une-decision-morale-d-apres-le-chef-de-la-diplomatie-israelienne-20260106>. ; CHIBELUSHI, Wedaeli, ETANA, Ameyu et LAMANE, Farah. Op. cit.

⁶ Le Figaro avec AFP. Op. cit.

⁷ CHIBELUSHI, Wedaeli, ETANA, Ameyu et LAMANE, Farah. Op. cit.

⁸ Ibid.

⁹ Ministry of Foreign Affairs - State of Qatar. *The State of Qatar categorically rejects the mutual recognition announcement between the Israeli occupation authorities and the Somaliland region* [en ligne], 27 décembre 2025 [consulté le 08/02/2026]. Disponible sur : <https://mofa.gov.qa/en/latest-articles/statements/the-state-of-qatar-categorically-rejects-the-mutual-recognition-announcement-between-the-israeli-occupation-authorities-and-the-somaliland-region>.

¹⁰ BRUNEL, Pascal. Op. cit.

Les raisons stratégiques derrière cette décision

Le débat autour de la reconnaissance du Somaliland n'est pas nouveau en Israël. En effet, il était particulièrement prégnant lors du premier mandat de Donald Trump (2017-2021) et avait même abouti à de premiers engagements diplomatiques¹¹. D'après le sociologue Roland Marchal, il n'est cependant pas anodin que cette résolution définitive ait lieu maintenant, à la suite des changements régionaux post-2020 et post-7 octobre 2023¹². Au-delà des discours politiques, trois arguments géostratégiques semblent en effet se dessiner derrière cette reconnaissance.

En premier lieu, cette reconnaissance permet à Israël de gagner un allié sur les côtes de la mer Rouge. Grâce à cet appui, Israël peut sécuriser lui-même le canal de Suez et l'accès au port d'Eilat, tout en mettant la pression sur une voie maritime cruciale pour l'approvisionnement en armes et en combattants de Gaza¹³. De plus, Israël serait dans une position stratégique idéale pour prendre les Houthis yéménites en tenaille lors d'une future campagne militaire, le Somaliland n'étant qu'à 200 kilomètres au sud. Cette nouvelle proximité par rapport à la zone opérationnelle yéménite pourrait par ailleurs être optimisée par une coopération militaire et de renseignement dont Israël est très demandeur et qui se traduirait par le déploiement d'emprises dans la région¹⁴. En effet, une base aérienne au Somaliland permettrait d'éviter aux avions israéliens d'être ravitaillés lors de leurs raids contre le Yémen¹⁵. De même, le Mossad – le renseignement extérieur israélien – pourrait y établir une nouvelle station de surveillance de l'Iran en complément de ses installations à Socotra, à Djibouti et en Éthiopie¹⁶. Cela

¹¹ MARCHAL, Roland. Op. cit.

¹² Ministry of Foreign Affairs - State of Qatar. Op. cit.

¹³ BRUNEL, Pascal. Op. cit. ; CHIBELUSHI, Wedaeli, ETANA, Ameyu et LAMANE, Farah. Op. cit.

¹⁴ BRUNEL, Pascal. Op. cit.

¹⁵ Ibid.

¹⁶ MARCHAL, Roland. Op. cit.

contribuerait à expliquer pourquoi son directeur a participé aux discussions préalables à la reconnaissance¹⁷.

En deuxième lieu, le gain d'un allié en mer Rouge permet à Israël de bouleverser un ordre régional qui lui est inamical voire hostile en faisant pencher les équilibres en sa faveur. En se positionnant ainsi au Somaliland, l'État hébreu peut contrer l'influence des Iraniens et des Houthis – soutenus par Téhéran – en mer Rouge¹⁸. De même, Israël peut contrecarrer le poids de la Turquie en Somalie, vue comme un rival hostile de par son soutien au Hamas et au nouveau gouvernement syrien¹⁹. En somme, cette reconnaissance permet à Israël de se rapprocher géographiquement et géopolitiquement des frontières des États arabes inamicaux tout en gagnant un nouveau partenaire dans le cadre des accords d'Abraham²⁰.

Finalement, un dernier argument stratégique pourrait expliquer cette décision israélienne. Même si elle semble invraisemblable à l'heure actuelle, l'hypothèse d'une réinstallation des Palestiniens vers le Somaliland aurait pu motiver Israël²¹. Bien que démentie par le gouvernement somalilandais, ce dernier a déjà été sondé sur une telle hypothèse par les autorités américaines et israéliennes en mars 2025²². Si ce plan était mis en œuvre, cela pourrait représenter un accord gagnant-gagnant pour les deux gouvernements. D'un côté, Israël repousserait la question palestinienne hors de son territoire et de ses frontières²³. De l'autre, cela pourrait entraîner une vague de reconnaissance du Somaliland par la

¹⁷ RENOULT, Judith. « La reconnaissance du Somaliland par Israël "représente une rupture de l'ordre régional" ». *Le Monde Afrique* [en ligne], 2 janvier 2026 [consulté le 08/02/2026]. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2026/01/02/somaliland-cette-reconnaissance-represente-une-rupture-de-l-ordre-regional_6660373_3212.html?search-type=classic&ise_click_rank=1.

¹⁸ CHIBELUSHI, Wedaeli, ETANA, Ameyu et LAMANE, Farah. Op. cit.

¹⁹ BRUNEL, Pascal. Op. cit. ; CHIBELUSHI, Wedaeli, ETANA, Ameyu et LAMANE, Farah. Op. cit.

²⁰ MARCHAL, Roland. Op. cit. ; NOVEL, Brendon. Op. cit.

²¹ KLUJVER, Robert. Op. cit.

²² FEDERMAN, Josef, LEE, Mathew, MAGDY Samy. « AP Exclusive: US and Israel look to Africa for moving Palestinians uprooted from Gaza ». *AP News* [en ligne], 14 mars 2025 [consulté le 08/02/2026]. Disponible sur : <https://apnews.com/article/israel-palestinians-gaza-trump-somaliland-sudan-somalia-575e03aaa0c487bae2fbadfd8f5ca3>.

²³ KLUJVER, Robert. Op. cit.

communauté internationale, de même que d'importants transferts financiers permettant à ladite République de se développer²⁴. De tels arguments reposent sur une comparaison avec l'immigration palestinienne au Koweït et le développement économique de cette monarchie. Toutefois, ils occultent les différences de situations socio-économico-politiques entre les deux territoires, outrepassent le droit international et exposeraient les deux États à l'indignation internationale²⁵.

En résumé, le chercheur Brendan Novel estime que la reconnaissance du Somaliland par Israël illustre une « *stratégie opportuniste d'instrumentalisation des griefs locaux* »²⁶, ici entre Somaliens et Somalilandais, dans une résurgence de la doctrine israélienne de la « *périphérie* »²⁷. Comme avec les Kurdes irakiens et les Druzes syriens, Israël appuie les États non-arabes et des minorités de sa périphérie pour en faire des soutiens²⁸. Quelles que soient les causes, admises ou supposées, qui ont conduit Israël à reconnaître le Somaliland, le président de la République du Somaliland a salué un « *nouveau chapitre pour des relations diplomatiques, de sécurité et économiques, qui vont contribuer à la paix et la stabilité de la Corne de l'Afrique* »²⁹. Or, il s'avère que cette reconnaissance a d'ores et déjà entraîné de nombreuses condamnations internationales (Chine, Turquie, Union Africaine...) ³⁰ mais surtout un retournement des alliances diplomatiques entre les pays du Golfe – EAU et Qatar en tête – et les gouvernements somalien et somalilandais.

²⁴ KLUJJVER, Robert. Op. cit.

²⁵ Ibid.

²⁶ NOVEL, Brendon. Op. cit.

²⁷ Ibid.

²⁸ Ibid.

²⁹ BRUNEL, Pascal. Op. cit.

³⁰ CHIBELUSHI, Wedaeli, ETANA, Ameyu et LAMANE, Farah. Op. cit.

Les conséquences de cette reconnaissance sur le Golfe

La rupture des accords liant la Somalie et les EAU

Après des « *preuves solides* » démontrant le rôle de facilitateur des EAU dans la décision israélienne, le conseil des ministres somalien a révoqué l'ensemble des accords liant les gouvernements fédéral et régionaux aux EAU, y compris sécuritaires et portuaires³¹. De plus, Mogadiscio n'a pas été convaincu par la brève déclaration de soutien à l'unité somalienne du Ministre émirien des Affaires étrangères³². En effet, la Somalie accuse les EAU d'avoir sapé sa souveraineté par son soutien à Israël et par la mobilisation de ses alliés pour les convaincre d'approuver ou ne pas désapprouver publiquement cette reconnaissance³³.

Le soutien émirien à cette reconnaissance s'explique par quatre arguments, somme toute assez proches des intérêts israéliens. En premier lieu, les EAU suivent une logique de construction d'une présence en mer Rouge. Pour renforcer son image de « *petite Sparte* »³⁴, Abou Dhabi cherche à intégrer le groupe fermé des pays possédant une présence militaire dans la région. Les EAU sont en effet dans une stratégie de création d'un nouveau régime de sécurité en mer Rouge, qui inclurait désormais des pays non-riverains, dont les EAU³⁵. Abou Dhabi est donc très proche des positions israéliennes sur cette question, ce qui va probablement entraîner un rapprochement des intérêts des deux États dans l'ensemble de la mer Rouge³⁶.

³¹ MECHAÏ, Hassina. « Diplomatie. Reconnaissance du Somaliland : les Émirats arabes unis désormais indésirables en Somalie ». *Courrier International* [en ligne], 13 janvier 2026 [consulté le 08/02/2026]. Disponible sur : https://www.courrierinternational.com/article/diplomatie-reconnaissance-du-somaliland-les-emirats-arabes-unis-desormais-non-grata-en-somalie_239315.

³² MARCHAL, Roland. Op. cit.

³³ Ibid.

³⁴ MOURAD, Hicham. « Emirats Arabes Unis, la "petite Sparte" ». *Confluences Méditerranée*, 2022, n°122(3), p.153-166.

³⁵ MARCHAL, Roland. Op. cit.

³⁶ CHIBELUSHI, Wedaeli, ETANA, Ameyu et LAMANE, Farah. Op. cit.

En second lieu, les EAU cherchent à développer leurs points d'appui logistique et leurs emprises militaires au Somaliland, comme veut le faire Israël. Après avoir investi massivement dans le port de Berbera par la holding dubaïote DP World, les EAU ont obtenu une concession pour l'exploitation de la partie militaire du port³⁷. En outre, les EAU ont réhabilité l'aéroport contiguë. En plus de posséder l'une des pistes les plus longues du continent, cet aéroport permet aux aéronefs de renseignement et de surveillance émiriens de bénéficier d'une base de ravitaillement essentielle³⁸, problématique proche de celle d'Israël, comme décrit précédemment. À Bosaso, les EAU disposent d'une base aérienne et peuvent exploiter les routes avoisinantes pour ravitailler les Forces de soutien rapide (FSR) soudanaises dans leur effort de guerre contre le gouvernement³⁹. De fait, le Somaliland revêt pour les EAU comme pour Israël un atout stratégique crucial, expliquant la reconnaissance israélienne et son soutien émirien.

En troisième lieu, les EAU cherchent, toujours comme l'État hébreu, à contrer l'influence des grandes puissances régionales dans la Corne de l'Afrique. Les EAU s'évertuent en effet à contrer les velléités d'hégémonie régionale saoudiennes, d'autant que le Congrès américain a autorisé Riyad à acquérir des chasseurs F-35, ce qu'il avait refusé à Abou Dhabi⁴⁰. De la même manière, les EAU tâchent de freiner l'influence turque en Somalie, par ailleurs financée par le Qatar⁴¹. Ainsi, les EAU voient d'un bon œil toute action affaiblissant Mogadiscio.

Finalement, les EAU soutiennent le Somaliland dans une tradition plus large d'appui aux seigneurs de guerre et aux factions sécessionnistes, comme ils le font avec les FSR d'Hemedti au Soudan ou avec l'Armée nationale de libération du

³⁷ MECHAÏ, Hassina. Op. cit.

³⁸ MARCHAL, Roland. Op. cit.

³⁹ CAATO, Bashir Mohamed. « UAE removing its military from Bosaso after angry Somalia ends agreement ». *Middle East Eye* [en ligne], 12 janvier 2026 [consulté le 08/02/2026]. Disponible sur : <https://www.middleeasteye.net/news/uae-removing-its-military-bosaso-after-angry-somalia-ends-agreement>.

⁴⁰ MARCHAL, Roland. Op. cit.

⁴¹ Ibid.

Maréchal Haftar en Libye⁴². Après avoir échoué à faire pression sur le gouvernement somalien, les EAU ont donc tenté de construire une opposition capable de renverser le président et se sont alliés avec les gouvernements du Somaliland, du Puntland et du Jubaland⁴³. D'ailleurs, le soutien à la reconnaissance israélienne du Somaliland n'a fait qu'accélérer la rupture des relations émiro-somaliennes, déjà fortement abîmées. En effet, la Somalie accuse également les EAU d'avoir violé son territoire en pénétrant son espace aérien pour exiler un séparatiste yéménite⁴⁴. En conséquence de la révocation de l'ensemble des accords émiro-somaliens et malgré une interdiction de survol des avions militaires et cargos émiriens, Abou Dhabi a entamé une évacuation « *précipitée* » de ses personnels et matériel militaire⁴⁵. Les données satellitaires et de tracking démontrent par exemple une activité inhabituelle, tant par la fréquence que par l'échelle, sur la base aérienne de Bosaso⁴⁶. Cette agitation, à hauteur de six rotations par jour, corrobore l'hypothèse d'une évacuation des moyens émiriens vers l'Éthiopie voisine⁴⁷. Or, même si les EAU se plient à l'arrêt de leurs activités en Somalie, ils continueront de se coordonner avec le Somaliland. Effectivement, il est peu probable que les EAU renoncent à un tel point d'appui, d'autant qu'un ministre somalilandais a déclaré qu'ils « *sont là pour rester, quoi qu'en dise un gouvernement faible à Mogadiscio* »⁴⁸.

L'exploitation de cette fenêtre d'opportunité par le Qatar et l'Arabie saoudite

Si les EAU payent le prix de leur proximité avec Israël, leurs voisins qatarien et saoudien exploitent au contraire cette fenêtre d'opportunité à leur avantage. Dès

⁴² MARCHAL, Roland. Op. cit.

⁴³ Ibid.

⁴⁴ MECHAÏ, Hassina. Op. cit.

⁴⁵ CAATO, Bashir Mohamed. op. cit.

⁴⁶ Ibid.

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ MECHAÏ, Hassina. Op. cit.

l'annonce israélienne, le Qatar a rejeté « *sans équivoque* » la reconnaissance mutuelle des « *autorités d'occupation israéliennes* » et de la « *région du Somaliland* ». Doha a ainsi dénoncé un dangereux précédent contrevenant au droit international, à l'unité, à l'intégrité et à la souveraineté de la nation sœur somalienne⁴⁹. Or, la rupture des relations entre Abou Dhabi et Mogadiscio a permis à Doha de se placer dans une position idéale, ce qui a abouti à la signature d'un accord de défense qatari-somalien le 19 janvier 2026 en marge du salon de défense DIMDEX de Doha⁵⁰. Cet accord traduit le resserrement des alliances régionales somaliennes par un renforcement des liens militaires avec le Qatar grâce à une coopération sécuritaire, des efforts de défense conjoints, le développement d'un mécanisme de coordination, des échanges d'expertise et des activités de formation⁵¹. Bien qu'aucun détail n'ait été divulgué, les deux partenaires ont mis en avant une démarche de réponse à des « *intérêts mutuels* »⁵². Pour la Somalie, cet accord permet de consolider sa position internationale face à Israël. Pour le Qatar, il sert à contrebalancer les influences émiriennes de la région, comme il tente déjà de le faire sur d'autres théâtres extérieurs⁵³.

De nouveau, il est possible de souligner que cet accord qatari-somalien s'inscrit dans le contexte plus large de la lutte d'influence qui oppose Israël, les EAU, la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite du Soudan et de la Libye au Yémen, en passant désormais par la Somalie. De fait, le positionnement sécuritaire rapide du Qatar aux côtés de la Somalie ne tient en rien à un accident ou à un processus purement réactionnel. En réalité, le Qatar agit de manière à combler le vide

⁴⁹ Ministry of Foreign Affairs - State of Qatar. Op. cit.

⁵⁰ ANADOLU AJANSI. « Somalia, Qatar deepen defence ties with new cooperation deal ». *TRT World* [en ligne], 19 janvier 2026 [consulté le 08/02/2026]. Disponible sur : <https://www.trtworld.com/article/8301593ffe87> ; RFI. « La Somalie signe un accord de défense avec le Qatar ». *RFI* [en ligne], 22 janvier 2026 [consulté le 08/02/2026]. Disponible sur : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260122-la-somalie-signe-un-accord-de-d%C3%A9fense-avec-le-qatar>.

⁵¹ RFI. Op. cit.

⁵² The National. « Somalia and Qatar strengthen defence ties with new co-operation agreement ». *The National* [en ligne], 20 janvier 2026 [consulté le 24/02/2026]. Disponible sur : <https://www.thenationalnews.com/news/gulf/2026/01/20/somalia-and-qatar-deepen-defence-ties-with-new-co-operation-agreement/>.

⁵³ Ibid.

sécuritaire et diplomatique laissé par les EAU, qui ont notamment coupé leurs financements et leurs programmes de formation⁵⁴. Alors qu'Abou Dhabi se voit expulsée après une décennie de présence sécuritaire, le Qatar y voit une opportunité unique de remplacer son rival en se rendant indispensable, quitte à aggraver les tensions entre le gouvernement central et les régions sécessionnistes et autonomes. En effet, le think tank Horn Review soulève le risque de création de « deux Somalies », appuyées sur une double architecture sécuritaire, avec un gouvernement fédéral aligné sur Doha et des régions maintenant des arrangements parallèles avec les EAU⁵⁵.

Cependant, malgré ce positionnement pro-gouvernement fédéral, le Qatar ne renonce pas à sa posture traditionnelle de médiateur, en s'engageant en parallèle pour le développement du Somaliland. Ainsi, en décembre 2025, le président de la République somalilandaise a invité l'Émirat à ouvrir des bureaux diplomatiques et humanitaires sur son territoire, et ce même en l'absence de reconnaissance⁵⁶. Suivant une dynamique identique, l'Arabie saoudite a signé un accord de coopération militaire avec la Somalie quelques semaines seulement après le Qatar⁵⁷. Une nouvelle fois, les détails de cet accord sont restés confidentiels. Toutefois, Mogadiscio comme Riyad ont, ici aussi, insisté sur le renforcement de leur coopération militaire et de défense dans plusieurs domaines d'intérêt mutuel tels que la sécurité maritime, la lutte contre le terrorisme et l'industrie de défense⁵⁸. Au-delà de cet aspect, ce nouvel accord permet à l'Arabie saoudite d'étendre sa portée et son influence dans le Golfe d'Aden, tout en contrant celle

⁵⁴ TESFAYE, Surafel. « Qatar Steps Into the Breach: Somalia's Security Reset and the Fracturing of Federal Power ». *Horn Review* [en ligne], 21 janvier 2026 [consulté le 24/02/2026]. Disponible sur : <https://hornreview.org/2026/01/21/qatar-steps-into-the-breach-somalias-security-reset-and-the-fracturing-of-federal-power/>.

⁵⁵ Ibid.

⁵⁶ Ibid.

⁵⁷ Al Jazeera. « Somalia, Saudi Arabia sign agreement on military cooperation ». *Al Jazeera* [en ligne], 10 février 2026 [consulté le 24/02/2026]. Disponible sur : <https://hornreview.org/2026/01/21/qatar-steps-into-the-breach-somalias-security-reset-and-the-fracturing-of-federal-power/>.

⁵⁸ MCHUNU, Nontokozi. « What's behind Somalia-Saudi Arabia military deal? ». *Deutsche Welle* [en ligne], 16 février 2026 [consulté le 24/02/2026]. Disponible sur : <https://www.dw.com/en/whats-behind-somalia-saudi-arabia-military-deal/a-75954838>.

de ses voisins plus favorables à Israël⁵⁹. Ainsi, on assiste à la projection de la rivalité émiro-saoudienne au-delà du Yémen, de la Libye et du Soudan, avec le risque que la Somalie devienne leur nouvel échiquier à ses dépens.

Conclusion

En conclusion, Israël a justifié sa reconnaissance du Somaliland par des arguments diplomatiques, bien que cette décision s'explique avant tout par les avantages stratégiques sur le plan militaire et en matière d'influence. C'est par ailleurs pour cette même raison qu'Israël a reçu le soutien actif de la « petite Sparte » émirienne, elle aussi en lutte pour ses intérêts en mer Rouge. Pourtant, cet appui à Israël a mené les EAU à perdre l'ensemble de leurs accords avec la Somalie, permettant au Qatar puis à l'Arabie saoudite de gagner en puissance auprès de Mogadiscio.

Concernant le Somaliland, cette première reconnaissance internationale représente une opportunité de promouvoir son indépendance et de susciter de nouvelles légitimations. Pourtant, cet appui israélien pourrait être à double tranchant car il est impossible d'estimer les retombées dont pourrait effectivement bénéficier le Somaliland. Surtout, il s'est aliéné une grande partie de l'Afrique et du monde arabe. En effet, ces derniers sont très attachés au principe d'intangibilité des frontières et à la cause palestinienne⁶⁰, auxquels ils considèrent que le Somaliland a renoncé.

⁵⁹ Ibid.

⁶⁰ NOVEL, Brendon. Op. cit.



publication@jeunes-ihedn.org